

---

## **Arrondissement de Nancy**

---

### **Réunion de collège public**

#### **Discussion sur le constat**

Il a d'abord été question de replacer le débat dans son contexte : la majorité des questions est de type « anesthésiantes », quelques questions évoquent le statut de l'enseignant, là où se trouve le fond du problème : le débat sert en fait de caution pour faire passer des mesures, des décisions que le gouvernement ne souhaite pas faire passer de manière frontale. Il émane d'une enquête du ministère sur le temps de travail des enseignants du second degré, il se fonde sur l'ouvrage « Eléments pour un diagnostic sur l'Ecole » qui, lui, vise à une situation tout autre dans l'avenir : impératif européen de l'élévation du niveau des diplômes, rétablissement des classes de niveau du fait des difficultés éprouvées par les élèves à l'entrée en sixième, régression sociale reflétée par l'Ecole, mise en place de la décentralisation (danger pour le statut national des enseignants, pour le statut de certains établissements (choix de celui-ci laissé aux parents), gestion plus souple, mais aussi plus arbitraire des postes d'enseignants, retour à la polyvalence, fin du statut national du baccalauréat,...

Il a ensuite été question de cadrer le débat : l'école est-elle une île isolée, constitue-t-elle un cas à part, est-elle le seul lieu dans lequel on trouve des phénomènes de violence ? Il faut se débarrasser du mythe de l'école-sanctuaire, seule capable de résoudre ou de cristalliser les violences ou les problèmes de la société. La violence touche tous les acteurs de l'Ecole :

- les parents par la précarité, le chômage, l'insécurité de l'emploi, les discriminations de toutes sortes,
- les élèves par l'impossibilité de soutien à l'Ecole et auprès des parents, par le passage d'une classe à l'autre sans grande obligation de résultats, par l'absence de repères, d'éducation ou de perspectives d'avenir,
- les enseignants par la culpabilisation systématique (on ne fait plus le métier pour lequel on a été formés, nos missions sont extensibles à l'infini), par les violences physiques et verbales des parents, des élèves, de l'Administration, par la dégradation des conditions de travail, par la manque de considération, par le mépris,...

Une association de parents d'élèves a rappelé ses orientations et ses revendications :

- la place centrale de l'enfant dans le système éducatif (« l'Ecole doit offrir des activités pédagogiques diversifiées, des rythmes adaptés à l'âge des enfants, des équipes travaillant pour la réussite de tous »),
- la laïcité, principe fondamental inscrit dans la Constitution de la République,
- l'égalité de tous les élèves par l'intégration de chacun, par les chances de réussite, par la négation des privilèges de naissance ou des préjugés,
- la citoyenneté, en faisant de l'Ecole un moyen d'accéder à la responsabilisation de l'élève face aux autres, face à ses résultats, face à lui-même,
- la coéducation, par la création de synergies entre familles et enseignants dans l'intérêt des élèves, et des enfants,
- la création d'un réel statut de parent délégué.

#### **15 Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?**

Les professeurs n'ont pas la « légitimité » pour aider les parents, et encore moins leur dicter la façon d'éduquer leurs enfants. Les règles de vie en société et en famille s'apprennent dès le plus jeune âge; à

onze ans, c'est déjà tard. Néanmoins, les élèves arrivent au collège dans une situation plus ou moins conforme aux règles de vie qui s'y pratiquent, l'Ecole doit faire avec, doit faire face, doit faire le constat de la réussite ou de l'échec de l'éducation parentale.

Pour autant, la mission essentielle de l'Ecole est l'Education, non pas dans le sens parental, mais plutôt dans le sens de l'instruction : la difficulté actuelle réside dans le fait que les problèmes sociaux ont rejailli sur et dans l'Ecole, qu'il y a confusion entre ces deux acceptions du mot « Education ». Il est tout de même légitime de considérer qu'il n'est pas du rôle de l'Ecole que de prendre en charge les missions familiales.

- Il devient donc nécessaire de renforcer la présence et le nombre des acteurs parallèles, des intervenants au niveau de la vie scolaire : infirmières, assistants sociaux, psychologues, surveillants et aide-éducateurs.
- Il serait également opportun de mettre en place une forme de « tutorat », un adulte assurant le suivi complet et permanent d'un groupe restreint d'élèves.
- De plus, les enseignants ont le sentiment que ni leur mission ni eux-mêmes ne sont valorisés par leur ministre de tutelle.

Il est difficile voire impossible pour certains élèves d'assumer la part indispensable de travail personnel à la maison. Notre collège est en Zone d'Education Prioritaire, les difficultés éprouvées par nos élèves sont la résultante de la violence sociale que beaucoup de familles subissent : la question est donc avant tout politique, elle concerne aussi la politique de la ville, et celle plus générale relevant du domaine social. Heureusement, beaucoup d'enfants réussissent, et c'est tant mieux. Il est à noter qu'une dizaine d'élèves seulement occupe et mobilise toute l'énergie des acteurs éducatifs et sociaux : ces mêmes dix élèves sont issus de familles « en souffrance », qui ont perdu leurs propres repères et qui ne transmettent pas à leurs enfants les valeurs essentielles inhérentes à l'éducation.

- La mise en place d'heures d'études de 16 à 17 heures encadrées par les professeurs est proposée. Il ne faut néanmoins pas occulter le statut des enseignants, il est hors de question de revenir à une époque où les enseignants avaient un horaire de 28 heures de travail avec surveillance des récréations, de la cantine et des études.
- Un « Code de Déontologie » peut également être mis en place : ce qu'on a le droit de faire, ce qu'on n'a pas le droit de faire, rappel des règles de conduite (calme, respect, ponctualité, et nécessité d'avoir son matériel).
- Peut-être est-il aussi nécessaire d'augmenter la prise en charge des élèves en difficulté par les classes-relais pour un réel travail sur la « resocialisation » et l'« investissement scolaire ».

Un parallèle est fait avec le milieu associatif où, lorsqu'un membre ne respecte pas les règles, il est exclu temporairement ou définitivement de l'association. Il est difficile d'en faire autant dans le milieu scolaire du fait de l'obligation scolaire, les élèves qui seraient exclus étant alors davantage marginalisés.

A propos de la violence, il est que l'autorité de l'adulte est partout remise en cause, à l'école mais aussi dans la société en général. La violence n'est donc pas générée à l'Ecole, elle est générée par la société.

Les médias sont considérés comme le vecteur principal de cette idée de « Violence à l'Ecole » : ils ne donnent pas une image positive des enseignants et de l'Ecole. N'ont-ils pas en réalité pour objectif de montrer que l'Ecole est le seul lieu de l'insécurité et d'une crise profonde ? L'utilisation des médias n'aurait-elle pas dans ce cas un but politique ? L'insécurité et la violence n'étaient-ils pas des thèmes forts de la dernière campagne présidentielle ? Les médias enclenchent volontairement ou non des comportements de violence et d'insécurité, thèmes qui en fait « intoxiquent » les débats quels qu'ils soient. L'Ecole serait devenue, comme d'autres, un lieu de « politique-spectacle », source d'informations événementielle à fort audimat, un lieu de profit médiatique...

Cette violence et ces incivilités sont en réalité présentes à tous les niveaux de la société, ce sont des problèmes de société. Il y a là un double paradoxe : l'Ecole est considérée comme lieu principal de

violence ; or, elle ne fait que cristalliser les problèmes de la Société et c'est à elle qu'il est demandé de résoudre ces problèmes, de trouver des solutions.

Les adolescents sont violents « par nature ». C'est le rôle des adultes que de leur apprendre à maîtriser leurs énergies. Là aussi, il est nécessaire de valoriser des enseignements comme les activités artistiques, l'Education Physique et Sportive, disciplines indispensables à l'épanouissement du corps et à la préparation aux métiers dits « manuels ».

Les adolescents n'ont pas toujours conscience de la gravité de leurs gestes : cette conscience est d'autant plus atténuée par la présence de « violence virtuelle » (jeux vidéo, cinéma, publicité,...) Autre preuve de la présence de la violence ailleurs que dans l'Ecole.

Notre collège reste tout de même un îlot dans lequel la violence n'est pas aussi exacerbée qu'ailleurs dans la cité. Pour autant, les écoles du secteur souffrent d'un manque évident de mixité sociale, à la limite du ghetto scolaire, ce manque étant orchestré par les choix de l'Etat.

### **Remarques complémentaires sur le débat**

On peut regretter le peu de participation des parents d'élèves à ce débat ( deux séances, l'une le vendredi après-midi et l'autre le samedi matin).

Pour certaines familles, il y avait l'impossibilité de participer ; pour d'autres, la difficulté de se sentir à l'aise au sein de l'Ecole.

En revanche, pour beaucoup, ce désengagement révèle la perte de confiance envers l'Etat et la volonté de ne pas cautionner ni des intentions déguisées ni une certaine orientation des sujets proposés.

---

### **Trois priorités pour l'Ecole**

**1** Il faut augmenter les moyens en enseignants, mais aussi en auxiliaires de vie scolaire (assistantes sociales, psychologues, infirmières,...)

**2** Il faut se dégager de l'obsession de la violence et de l'insécurité présentes seulement à l'Ecole.

**3** Il faut tendre vers une coopération plus grande entre tous les acteurs de l'Ecole, tout en redéfinissant les règles de fonctionnement de celle-ci et de la Société en général.